

Nouvelle-Calédonie 2025

Schéma d'Aménagement et de Développement de la Nouvelle-Calédonie

MODULE CITOYEN

LE CAHIER DU CONTEXTE



IMAGINONS LES FUTURS POSSIBLES



NOUS AVONS BESOIN D'HOMMES QUI SAVENT
RÊVER À DES CHOSES INÉDITES J.F. Kennedy

INTRODUCTION

Le projet « Nouvelle-Calédonie 2025 », est actuellement dans sa phase « **Orientations- Moyens** » qui doit aboutir à la rédaction du schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie.

Cette deuxième phase permettra de dessiner les contours d'un **projet de société**, reflétant le souhait des acteurs de la société calédonienne. A partir de ce projet de société et d'une étude approfondie des leviers sur lesquels il sera possible d'agir pour atteindre la situation « souhaitable », nous pourrons élaborer les stratégies de développement et quantifier les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre. Il nous faudra ensuite hiérarchiser les besoins et estimer les modalités d'application des mesures phares proposées.

« Nouvelle-Calédonie 2025 » sera ainsi un véritable outil de prospective, permettant d'aider les responsables politiques à orienter leurs décisions en matière de politiques publiques et afin que ces dernières anticipent au mieux les profondes mutations de notre société.

LA PROSPECTIVE

La prospective est la démarche qui vise à se préparer aujourd'hui à demain. Elle ne consiste pas à prévoir l'avenir mais à élaborer des futurs possibles sur la base de données disponibles (état des lieux, tendances lourdes, phénomènes émergents).

Sa fonction première est d'être une **aide aux décisions stratégiques** qui engagent la Nouvelle-Calédonie et affectent ses ressources (naturelles ou non) sur une longue durée. Elle acquiert ainsi une double fonction de réduction des incertitudes face à l'avenir et de légitimation des actions.

Par ailleurs, la démarche prospective place l'avenir dans le domaine de la volonté et n'a de sens que pour celui qui dispose d'une **vision d'un futur souhaitable**. Elle s'inscrit ainsi pleinement dans la pensée de Sénèque qui disait qu' « il n'y a de vent favorable que pour celui qui sait où il va ».

Une des branches spécifiques de la prospective est la prospective sociale qui se fonde sur l'analyse sociologique mais également sur l'évolution des tendances de consommation et des modes de vie, les transformations sociales et socio-démographiques, en particulier en lien avec le vieillissement de la population ainsi que sur les pratiques de communication. La prospective sociale cherche à décrypter les comportements sociaux et à mettre en avant les mutations à l'œuvre.

La prospective s'appuie sur **l'élaboration et l'étude de scénarios pour l'avenir**. Ces scénarios sont constitués non seulement de la description d'une situation future mais aussi du cheminement des événements qui permettent de passer de la situation d'origine à la situation future.

La méthode des scénarios permet de stimuler l'imagination, de réduire les incohérences, de créer un langage commun, de structurer la réflexion et de permettre l'appropriation collective des défis et des leviers du changement.

Cette méthode nécessite une lecture des mutations du contexte dans lequel la Nouvelle Calédonie évoluera. Pour cela, il importe de dégager des **tendances** qui auront une influence déterminante sur le déroulement de l'avenir.



LES TENDANCES

La limitation des finances publiques

Le vieillissement de la population

Des implications et attentes plus importantes de la société civile

L'essor de la concentration urbaine

La modification du rapport travail/vie privée

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)

L'augmentation du coût des matières premières

L'accroissement des aspirations en matière de qualité de vie et de sécurité

Des préoccupations écologiques et éthiques

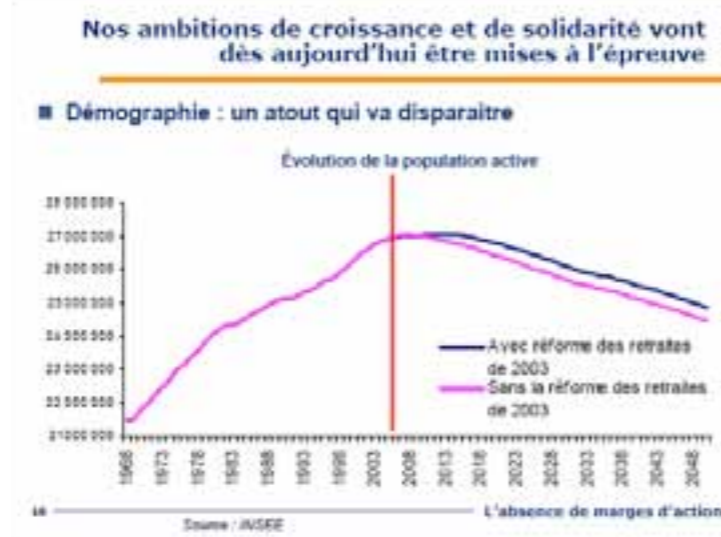
Vers une société de services

Le changement climatique

Plusieurs grandes évolutions, économique, démographique, culturelle, de la société au niveau mondial ayant des impacts sociaux majeurs sont à prendre en compte. **Ce sont les tendances susceptibles d'affecter l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il convient donc d'en appréhender les opportunités et les défis.**

La limitation des finances publiques

Le vieillissement de la population, l'augmentation du coût des matières premières, les effets du réchauffement climatique, le traitement des pollutions, l'augmentation des déficits publics et le fardeau de la dette conduisent à une pression accrue sur les finances publiques.



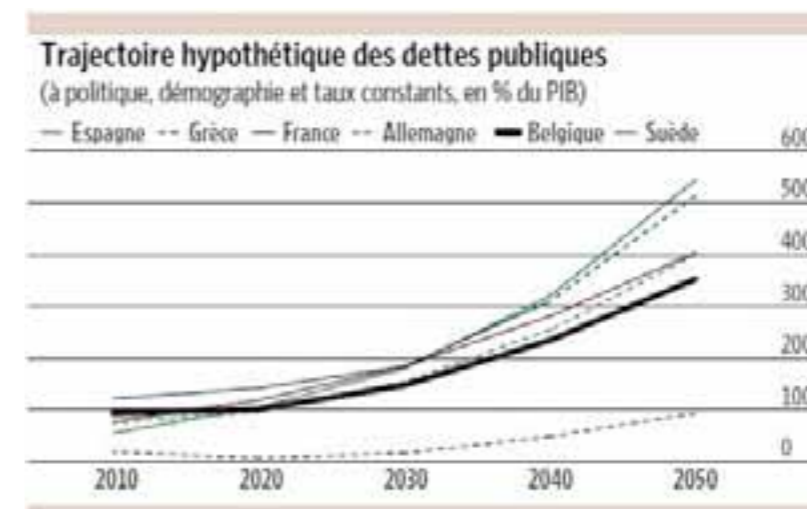
En effet, **le vieillissement de la population** se traduit par une diminution du nombre d'actifs, limitant la capacité de contribution au financement des systèmes de solidarité et de couverture sociale. Parallèlement, les coûts liés au vieillissement (santé, adaptation des logements, etc.) augmentent considérablement les charges publiques.

Par ailleurs, **le renchérissement du coût des matières premières** contribue à un alourdissement des factures énergétiques et alimentaires autant pour les citoyens que pour la puissance publique, limitant les possibilités de taxation sur la consommation. Ces phénomènes peuvent même entraîner la contribution de la puissance publique au financement des besoins de première nécessité.

Le réchauffement climatique aura des conséquences importantes sur les finances publiques en raison de nombreux phénomènes associés tels que : la gestion de l'eau, l'accroissement de la facture énergétique, les catastrophes naturelles, le déplacement des populations, la diminution des sols cultivables du fait de la désertification, la montée des eaux, la paupérisation des ressources halieutiques, etc.

De plus, **l'augmentation des productions industrielles** pour répondre aux besoins d'une démographie galopante entraîne des pollutions importantes aux conséquences multiples. Ces dernières appellent de nombreuses politiques de traitement et de réparation qui pèsent sur les fonds publics.

Enfin, **l'augmentation des déficits publics et le fardeau de la dette** conduisent les Etats à des politiques d'austérité qui limitent les ressorts de l'action publique pour la croissance des pays.



LES TENDANCES

Le vieillissement de la population

Le vieillissement actuel de la population est un phénomène inédit dans l'histoire de l'humanité. L'accroissement de la proportion de personnes âgées (60 ans ou plus) s'accompagne d'une baisse de la proportion de jeunes (moins de 15 ans).

D'ici à 2050, le nombre de personnes âgées dans le monde dépassera celui des jeunes, et ce, pour la première fois dans l'histoire du genre humain.

Le vieillissement de la population a d'ores et déjà des conséquences et des incidences majeures sur tous les aspects de la vie humaine, et continuera d'évoluer en ce sens.

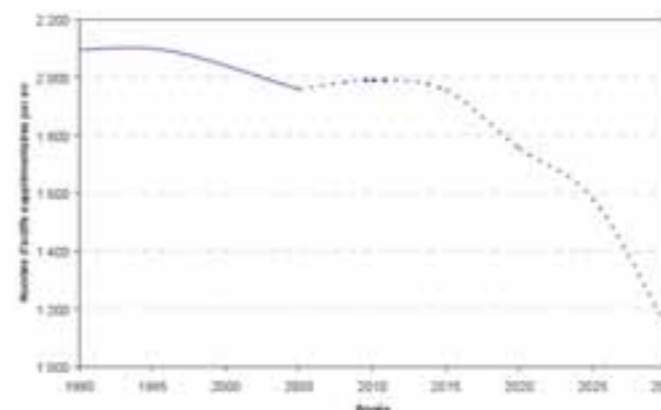
Sur le plan économique, la conséquence la plus évidente est **le poids croissant des retraites** : le nombre des retraités, pour 100 personnes d'âge actif, est passé en Europe de 20 (1950) à 32 (2000), et pourrait monter jusqu'à 74 au milieu du siècle.

La seconde conséquence est le **vieillissement de la population active** : dans tous les pays d'Europe, le nombre des jeunes actifs (25 - 44 ans) est maintenant inférieur à celui des actifs âgés, ce qui a des effets indéniables sur les facultés d'innovation, d'adaptation au progrès technique, et sur la mobilité de la main d'œuvre.



Dans les pays vieillissant, **la structure de la consommation change au bénéfice des services destinés aux personnes âgées** (les dépenses de loisirs, de tourisme, d'hôtellerie et surtout de santé augmentent fortement) tandis que les investissements en faveur de la jeunesse diminuent.

Nombre d'actifs supplémentaires par an
Nouvelle-Calédonie, 1989-2030



Source : Isee

des non-actifs bénéficiaires des mécanismes de solidarité intergénérationnelle), sur les modes de vie et sur la solidarité familiale qui constituent le fondement de toute société.

Au plan politique, le phénomène du **vieillessement** occupe déjà une place prépondérante dans les pays développés, **influant sur les structures de vote et sur la représentation**. La plupart des électeurs âgés lisent, regardent les informations, se tiennent au courant des différents sujets; ils votent dans des pourcentages bien plus importants que toutes les autres classes d'âges.

L'accroissement régulier du groupe des personnes âgées, aussi bien en chiffre absolu que par rapport à la population d'âge actif, aura également des **répercussions directes sur les relations au sein des familles**, sur l'équité entre les générations (avec la problématique des actifs payeurs et

LES TENDANCES

Des implications et attentes plus importantes de la société civile

Les mutations de la société, avec le développement du numérique, de la mobilité, et l'urbanisation croissante conduisent les individus à participer à plusieurs milieux sociaux imbriqués. Chaque individu appartient ainsi en même temps à des champs sociaux distincts (par le travail, le sport, la culture, la famille, l'engagement, l'amitié, etc.) qui rendent **les sociétés modernes plus difficiles à comprendre et gouverner**. Ces difficultés sont par ailleurs accrues avec la diffusion des moyens d'expression offerts par Internet et la rapidité des changements de nos sociétés. Cela confronte de plus en plus les décideurs à l'imprévu et les extrait du mandat pour lequel ils ont été élus.

Aussi, **les individus se reconnaissent de moins en moins dans les partis politiques de la démocratie représentative**. Cette situation génère une crise des légitimités publiques et peut prendre la forme d'une désaffection électorale (Ascher, 2006).

Une telle crise révèle ainsi des attentes plus importantes de la société civile en particulier en matière de **transparence** alors que les citoyens demandent des **élus** qu'ils soient **réactifs et redevables** de leurs décisions (Rosenvallon, 2008).

Par ailleurs, **la société civile attend de plus en plus d'être acteur de la politique** par l'intermédiaire de « *mécanismes qui favorisent l'expression des aspirations et des intérêts*

de chacun, fournissant également une arène de reconnaissance sociale à l'ensemble de la population de même qu'un lieu de médiation pour des points de vue divergents » (Hamel, 2006, p229).

Ainsi, dans de nombreux pays, **l'institutionnalisation du débat public** a-t-il constitué une priorité ces dernières décennies avec la mise en œuvre de démarches et dispositifs de concertation.



L'essor de la concentration urbaine

Depuis le début des années 2000, **plus de la moitié de la population mondiale vit dans une ville** (UN Habitat, 2009). La concentration urbaine s'explique classiquement par deux types de facteurs : **les facteurs répulsifs** qui font que les populations ont envie de quitter leur environnement rural, et **les facteurs attractifs** qui attirent les populations en ville.

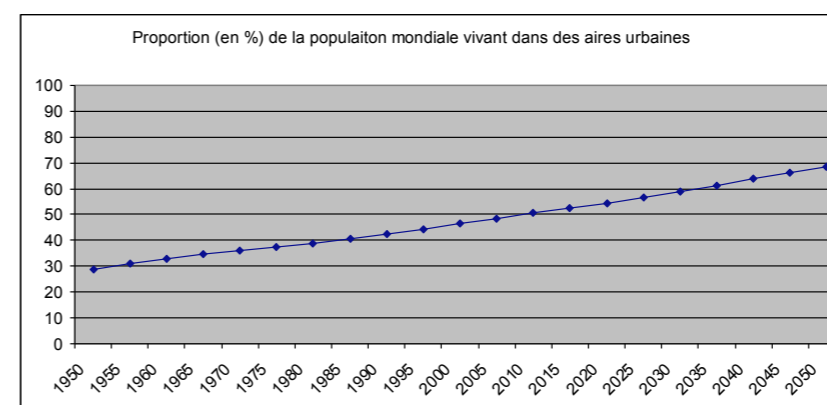
Les facteurs répulsifs sont liés à l'épuisement des sols (en particulier en Afrique subsaharienne), à la volonté de scolarisation des enfants (particulièrement vérifié en Nouvelle-Calédonie), à la fuite de la pression liée aux conflits et mécanismes communautaires de la vie traditionnelle et coutumière.

Quant aux facteurs attractifs, ils trouvent place dans l'existence d'équipements (hôpital, lycées, université), à l'accès à l'argent par des emplois rémunérés, et plus globalement, aux lumières de la ville en termes de loisirs principalement.

De nombreuses stratégies ont été mises en œuvre par les Etats pour limiter la concentration urbaine et toutes, mêmes les plus radicales comme les permis urbains (autorisation d'habiter en ville comme en Chine), ont connu des fortunes difficiles, contribuant souvent au développement des habitats informels (bidonvilles, favelas, ...).

Aussi depuis une dizaine d'années, les organismes internationaux de développement s'attachent-ils à accompagner le phénomène d'urbanisation et à le percevoir comme

une opportunité pour améliorer les conditions de vie des populations (amélioration des accès à l'eau, aux services de santé, etc.) et la compétitivité des économies des pays (du fait notamment d'économie d'agglomération et de l'intensité de l'innovation accrue par les échanges plus nombreux en milieu urbain) (Glaeser, 2011).



Source : UN Habitat

LES TENDANCES

La modification du rapport travail/vie privée

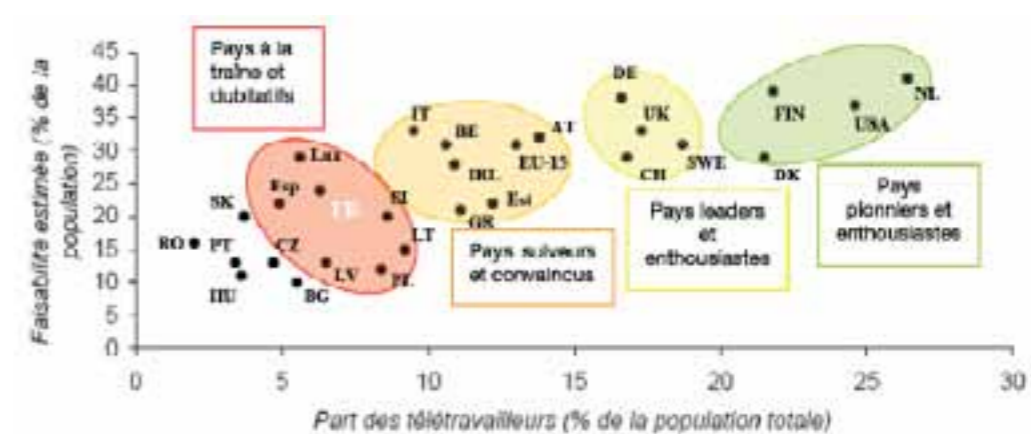
Les frontières entre le travail et la vie privée s'estompent du fait du **développement des modes de transport et de communication** (Ascher, 2000). En particulier le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) accélère ce mouvement en étendant le domaine du travail vers de multiples lieux (Bélangier et Marzloff, 1996).

En effet, les TIC conduisent à la réalisation de nombreuses activités à distance et marquent une évolution vers un **travail mobile** caractérisé par une souplesse dans les rythmes de travail et une délocalisation des activités professionnelles toujours plus marquée (Krajewska et Marzloff, 2011). Une étude récente menée par iPass (2011) en Europe, en Asie et aux Etats-Unis montre que 35% des Européens et 44 % des Américains travaillent le matin avant même l'arrivée au bureau, et respectivement 28% et 23% pendant leur trajet domicile-travail. Par ailleurs, plus de la moitié déclarent travailler dans des cafés et un peu moins de la moitié dans les transports. 54% se déclarent plus productifs grâce à cette organisation et 64% estiment que cette flexibilité leur permet de mieux concilier leurs vies professionnelle et personnelle.



Cette évolution pourrait mener vers **l'essor du télétravail** dont le potentiel ne cesse de croître avec la mutation de la structure économique et l'amélioration des technologies de partage et de communication numérique. Cependant, le décollage du télétravail se heurte à de nombreux obstacles principalement culturels et réglementaires néanmoins en passe d'être surmontés (Centre d'Analyse Stratégique, 2009).

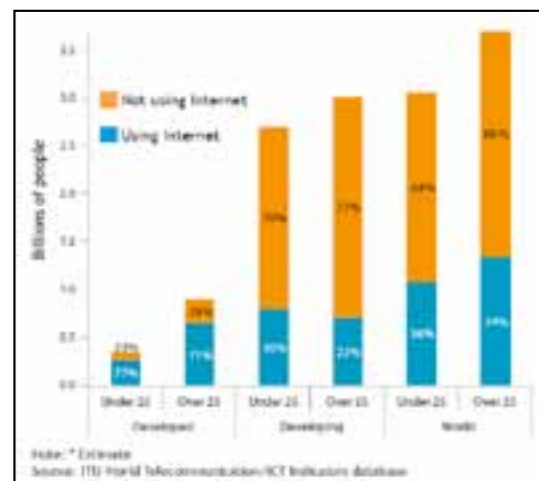
L'ensemble de ces modifications conduit globalement à une **amélioration de la qualité de vie et de la productivité** et à une **meilleure adaptation du travail aux situations particulières** (handicap, seniors, maladies longue durée, ...) (ibid.). Le télétravail a des conséquences importantes sur le domaine des transports en diminuant les effets d'heure de pointe et de concentration de flux. Par ailleurs, la valorisation des transports collectifs offre plus d'opportunités de travail pendant les déplacements, diminuant ainsi les pollutions urbaines et les émissions de gaz à effet de serre. Le pouvoir d'achat des télétravailleurs, non grévé par le coût des déplacements, s'en trouve ainsi amélioré. Le secteur de l'immobilier connaît aussi d'importantes transformations avec le développement de centres de télétravail et la diminution des besoins en bureaux, offrant des disponibilités pour le logement, de même que le renouvellement des activités commerciales (à l'image de la chaîne de café Starbucks qui offre de véritables lieux de réunion hors des bureaux ce qui favorise la rencontre de professionnels d'horizon divers).



Source : SEIS 2002 (Statistical Indicators Benchmarking the Information Society), typologie CAS

LES TENDANCES

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)



Internet est aujourd'hui utilisé par plus de 2,3 milliards de personnes dans le monde (35% de la population) avec une part croissante d'utilisation par les pays en voie de développement (qui représentaient 44% des internautes en 2006 pour 62% en 2011).

Cette diffusion touche en particulier **les jeunes** (45% des internautes ont moins de 25 ans) et s'inscrit donc comme une donnée d'avenir. De plus, les accès à Internet prennent de manière croissante une forme mobile à l'aide du développement des réseaux haut débit sans fil (de type 3G) qui couvrent aujourd'hui 45% de la population mondiale (ITU, 2011).

En dépit des possibilités de contrôle de l'accès au réseau, la diffusion d'Internet offre aux populations un **accès immédiat à un nombre très important d'informations et augmente par ailleurs l'accès aux connaissances et à de nombreux services.**

Les réseaux sociaux¹, qui constituent un vecteur croissant de diffusion des informations, connaissent ainsi un développement très rapide (depuis 2008, le nombre d'utilisateurs Facebook est ainsi passé de 100 à 750 millions) et apparaissent comme un puissant outil au service de nouvelles forces non hiérarchisées de socialisation, dont les contours sont encore à définir.

Ces nouvelles formes de socialisation conduisent à multiplier les interactions au sein de communautés et pour des projets précis, développant des capacités d'apprentissage nouvelles nommée **intelligence collective**. Dans la vie quotidienne, l'intelligence collective prend dès aujourd'hui des formes très diverses, avec, par exemple, des sites qui permettent d'échanger des livres ou encore la possibilité pour les citoyens de signaler, cartographier et suivre les évolutions concernant les dysfonctionnements d'un réseau cyclable.



L'augmentation du coût des matières premières

L'augmentation de la production industrielle pour répondre aux besoins démographiques des pays émergents (comme l'Inde, le Brésil ou la Chine), conduit à une **forte tension sur un marché de l'énergie** marqué par une importante **dépendance à l'industrie pétrolière.**

L'avenir de cette industrie est déterminé par un accès aux réserves de pétrole exploitables techniquement et financièrement de plus en plus coûteux. Aussi, la production de pétrole satisfera avec difficulté une demande croissante (Lloyds, 2010).

En conséquence, les avis convergent pour estimer que la raréfaction des ressources énergétiques fossiles disponibles constitue une perspective probable qui aura des impacts très marqués sur le coût de l'énergie. La capacité des Etats à gérer cette évolution dépendra de leur faculté à mettre en œuvre de **nouvelles politiques de réduction de la dépendance énergétique** mais également de la capacité de l'industrie pétrolière à augmenter son offre (IEA, 2010).

¹Les réseaux sociaux sont des services internet qui permettent à des individus (ou des organisations) de construire un profil public ou semi-public à l'intérieur d'un système clos, d'y établir des relations avec une liste d'autres utilisateurs avec lesquels des informations sont partagées et d'avoir accès aux informations mises en commun par ces derniers (Ellison and Boyd, 2007, traduction libre).

LES TENDANCES



Ces évolutions auront des conséquences déterminantes sur l'ensemble des matières premières et en particulier sur les **denrées alimentaires**. Le coût de ces dernières dépend en effet fortement du coût de l'énergie. Par ailleurs, leur hausse rend rentable l'exploitation de biocarburants qui mobilisent des terres agricoles, ajoutant ainsi une pression supplémentaire sur les prix. D'autres menaces pèsent également sur les productions agricoles, telles que les aléas climatiques, l'urbanisation des populations agricoles et les tensions pesant sur les ressources en eau (FAO, 2008).

L'accroissement des aspirations en matière de qualité de vie et de sécurité

La qualité de vie est un concept récent, en pleine mutation, qui ne cesse de se complexifier. Elle fait référence à plusieurs **dimensions sociales, économiques et environnementales**.

L'Organisation mondiale de la santé définit ainsi la qualité de la vie comme « la perception qu'a un individu de sa place dans l'existence, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquels il vit, en relation avec ses objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes. Il s'agit d'un large champ conceptuel, englobant de manière complexe la santé physique de la personne, son état psychologique, son niveau d'indépendance, ses relations sociales, ses croyances personnelles et sa relation avec les spécificités de son environnement ». La qualité de vie est un tout qui repose essentiellement sur le **vécu subjectif** et insiste sur l'importance de prendre en compte **tous les domaines de vie** ; Elle ne dépend donc pas nécessairement de la quantité d'articles et de biens de consommation disponibles.

Dans le monde occidental, le débat sur la qualité de vie s'est déroulé dans un contexte social caractérisé par deux mouvements conjugués. D'une part, la montée de la prise de conscience des nuisances issues de la société industrielle et des effets négatifs de la course au progrès économique et, d'autre part, l'avènement de la qualité de vie en tant que valeur sociale reconnue.

Les différentes études actuellement menées démontrent que **davantage de croissance économique n'améliorera ni notre santé ni notre bien-être**. Pour une meilleure qualité de vie, ce dont nous avons besoin c'est avant tout d'une **plus grande égalité entre les revenus**.

Depuis des siècles, la meilleure façon d'améliorer la qualité de vie passe par l'amélioration du niveau de vie. Mais nous arrivons à la fin de ce que la croissance économique peut faire pour les pays industrialisés. Non seulement la croissance économique des pays riches a cessé d'être synonyme des avantages sociaux par laquelle elle se traduisait autrefois, mais elle menace désormais la planète. Nous devons par conséquent trouver de nouvelles manières d'améliorer véritablement la qualité de vie **en portant notre attention sur l'environnement social et la qualité des relations sociales au sein de nos sociétés**, plutôt que sur l'augmentation de la richesse matérielle. Une meilleure cohésion existe au sein des sociétés qui affichent les plus faibles écarts de revenus entre les riches et les pauvres : la vie au sein de la communauté y est plus forte, les niveaux de confiance sont plus élevés et la violence est moindre. La majorité de la population semble bénéficier d'une plus grande égalité.



LES TENDANCES

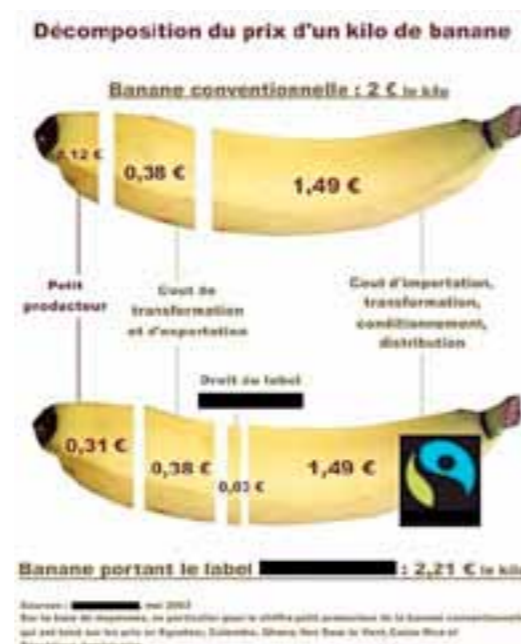
Des préoccupations écologiques et éthiques

Avec le prix Nobel de la paix décerné à Al Gore et au GIEC - Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat -, l'année 2007 a consacré le début d'un nouveau cycle de consommation induit par une **prise de conscience des impacts environnementaux**.

Une étude française² démontre que le réchauffement climatique est une réalité pour 73 % des personnes interrogées.

Dans ce contexte, apparaissent de plus en plus de **consommateurs éco-responsables**. C'est ainsi que selon l'institut d'études Risc, une nouvelle tendance dénommée la « consommation positive », axée sur les préoccupations d'environnement, de santé, de bien-être et d'éthique, est en train de se développer³. « *Consommer autrement est une aspiration forte et croissante dans le monde. Avec la crise, le client a, ainsi, besoin de se réconcilier avec ses contradictions: continuer de consommer pour relancer l'économie ou arrêter de consommer pour ne pas tuer la planète* » (étude Risc). Finalement, le « consommateur moderne » semble ne pas vouloir arrêter d'acheter, contrairement au « consomm'-acteur » qui préfère boycotter voire réduire sa consommation.

La notion d'éthique prend de l'ampleur dans les habitudes de consommation, notamment avec le développement du commerce équitable. Le consommateur est désormais prêt à payer un « juste prix » intégrant l'approche éthique du commerce équitable.



² Ipsos Marketing, Janvier 2008

³ Etude réalisée par Risc International en octobre 2008 auprès de 1,5 million de personnes dans le monde



Vers une société de services

Les statistiques démographiques illustrent clairement, dans les pays développés, le **passage d'une économie industrielle à une économie qui repose essentiellement sur les services**. En France, le secteur des services emploie aujourd'hui 75 % de la population active alors que le secteur industriel a perdu 1,5 millions d'emplois entre 1980 et l'an 2000.

Cette mutation a été rendu possible par l'amélioration des moyens de productions (tout comme la mécanisation de l'agriculture a rendu possible le passage d'une économie rurale à une économie industrielle) et les délocalisations dans les pays en voie de développement au sein d'une économie globalisée.

Cette transformation de la société s'accélère en particulier avec le **développement d'une économie du savoir** qui produit, utilise et vend des connaissances, des informations et des procédés. Cette économie du savoir joue un rôle de plus en plus déterminant dans l'ensemble des activités économiques. Les actions de vente, de communication, d'étude du marché, de conception, de gestion après-vente apparaissent ainsi essentielles pour les entreprises qui ne peuvent se contenter de produire des biens.

Cette évolution repose sur l'**expansion des Technologies de l'information et de la communication** qui, en multipliant les possibilités d'échanges, permettent de développer de nouveaux modèles économiques qui s'appuient sur des logiques de réseaux dans lesquels les biens cèdent leur place aux services, les vendeurs aux prestataires et les acheteurs aux utilisateurs (Rifkin, 2000). Ainsi, les vendeurs de disques ont fait place aux fournisseurs de fichiers musicaux et les constructeurs automobiles aux services de mobilité comme BMW, Chrysler ou Peugeot, par exemple, qui développent des services d'autopartage¹.

¹L'autopartage est un système dans lequel une société, une agence publique, une coopérative, une association, ou même un groupe d'individus de manière informelle, met à la disposition des clients ou membres du service un ou plusieurs véhicules. Plutôt que de disposer d'une voiture personnelle qui reste l'essentiel de son temps au garage, l'utilisateur d'autopartage dispose d'une voiture uniquement pour la durée de son besoin..

LES TENDANCES

Le changement climatique

Le climat sur Terre change. À l'échelle mondiale, l'augmentation des températures de l'air et de l'océan, la fonte générale de la neige et de la glace ainsi que la montée du niveau moyen de la mer le prouvent. La communauté scientifique internationale a établi que les changements récents touchant de nombreux aspects du climat mondial sont principalement dus à **l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère**, et que les activités humaines sont la source majeure de ces gaz. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) dues aux activités humaines ont cru depuis la période préindustrielle, avec une augmentation de 70 % entre 1970 et 2004.

Ainsi, dans son quatrième rapport, publié en 2007, le GIEC estime que le réchauffement devrait ainsi atteindre d'ici 2100, entre 1,1°C et 6,4°C, selon les politiques menées, le scénario probable se situant autour de 4°C.

S'agissant de la montée du niveau des mers, le GIEC n'a pas confirmé ses estimations, jugées désormais en deçà de la réalité. Le dernier rapport indiquait que le niveau des océans pourrait, selon les scénarios, s'élever de 0,18 m à 0,59 m à la fin du siècle par rapport à la période 1980-1999, mais, a expliqué Rajendra Pachauri (président du GIEC), "nous n'en savons pas assez concernant la fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique". "Il est possible qu'elle soit plus rapide que ce à quoi on s'attendait. Nous ne l'avons pas pris en compte parce que nous n'étions pas sûrs de ce qu'en seraient les impacts", a-t-il ajouté. Le résumé indique par ailleurs que l'atmosphère de la Terre contient déjà suffisamment de CO² pour augmenter le niveau des mers de quasiment 1,50 mètres au cours du prochain millénaire.

L'impact du réchauffement climatique se traduira, selon le quatrième rapport du GIEC, dans au moins cinq domaines : **phénomènes climatiques aggravés** : multiplication de certains événements météorologiques extrêmes (tempêtes, inondations, sécheresses) ; **bouleversement de nombreux écosystèmes**, avec l'extinction de 20 à 30% des espèces animales et végétales, et des conséquences importantes également pour les humains ; **crises liées aux ressources alimentaires** ; **dangers sanitaires** (impacts directs sur le fonctionnement des écosystèmes et sur la transmission des maladies animales, susceptibles de présenter des éléments pathogènes potentiellement dangereux pour l'homme) ; **déplacements de population** : l'augmentation du niveau de la mer (18 à 59 cm d'ici 2100) devrait provoquer l'inondation de certaines zones côtières (notamment les deltas en Afrique et en Asie) et causer la disparition de pays entiers (Maldives, Tuvalu), provoquant d'importantes migrations.



LES TENDANCES

Bibliographie

Glaeser, E. 2011. Triumph of the city, How Our Greatest Invention Makes Us Richer,

Smarter, Greener, Healthier, and Happier. The Penguin Press. 338 pp.

Ascher, F. 2000. La société hypermoderne. Ed. L'Aube. Essais. 302p

Bellanger, F. et Marzloff, B. 1996. Transit. Les lieux et les temps de la mobilité.

L'Aube. Media Mundi.

Krajewska, K et Marzloff, B. 2011. Télétravail et travail mobile. Groupe Chronos.

Centre d'Analyse Stratégique. 2009. Le développement du télétravail dans la société numérique de demain. Rapports et documents.

ITU, 2011. ICT Facts and Figures.

Boyd, D. M. & Ellison, N. B, 2007. Social Network Sites: Definition, History, and Scholarship. Journal of Computer-Mediated Communication, 13: 210–230.

Rifkin, J. 2005. L'âge de l'accès. La nouvelle culture du capitalisme. Editions la Découverte. Paris.

Les implications et attentes plus importantes de la société civile

Ascher, F. 2008 (et non 2006): Les nouveaux principes de l'urbanisme. Editions L'aube. Essais. Paris

Hamel, P. (2006). «Participation, consultation et enjeux urbains. Le cadre du débat public à Montréal et son évolution», In : L. Simard, L. Lepage, J.-M. Fourniau, M. Gariépy, et M.

Gauthier (dir.), Le débat public en apprentissage. Aménagement et environnement. Regards croisés sur les expériences française et québécoise, Paris, L'Harmattan, p. 229-240.

Rosenvallon, P. 2010 (et non 2008). La Légitimité démocratique : Impartialité, réflexivité, proximité. Points. Essais. Paris

UN Habitat. 2009. Global report on human settlement.

FAO. 2008. Soaring food prices: facts, perspectives, impact and actions required. High level conference of world food security. The challenges of climate change and bioenergy. Conférence tenue à Rome du 3 au 5 juin 2008.

LE MODULE CITOYEN

Considérant le développement humain comme un enjeu social primordial de développement durable, ce module pose la question de **la cohésion sociale comme pilier indispensable à l'émergence de la citoyenneté calédonienne et comme condition incontournable de la pérennité d'un projet de société partagé.**

La mission de ce module est de réfléchir à la création **des conditions nécessaires à la cohésion entre les différentes composantes de la société calédonienne pour favoriser un développement harmonieux et durable.**

Qu'est-ce que la cohésion sociale ?

La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter le repli communautaire. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques. (Comité européen pour la cohésion sociale)

Deux tendances sont actuellement observées au niveau mondial :

- **Une crise du lien social** : le déclin de l'autorité (policiers, parents, enseignants, etc) ; les « ratés » lors du processus de socialisation (faiblesse des liens familiaux, des liens de voisinage, etc) ; les difficultés d'établir à nouvelles règles de vie commune du fait de l'individualisme croissant (dans le monde du travail par exemple).

- En parallèle, **l'apparition de nouvelles formes de liens sociaux** où les clivages entre les différentes classes sociales sont moins prononcés, entre individus se considérant comme égaux, par des relations interpersonnelles, (ex: associations, religion).

Croire qu'une société connaissant de nombreux conflits sociaux est une société sans cohésion sociale est une erreur. L'existence de conflits peut montrer au contraire la volonté de vivre ensemble, sans rupture définitive, mais dans un cadre de relations sociales différentes.

LE MODULE CITOYEN

Le module citoyen tente ainsi d'examiner tous les paramètres contribuant au développement de la qualité de vie des citoyens calédoniens et notamment, les politiques de solidarité et d'égalité des chances. Il étudie les vecteurs susceptibles de produire et d'entretenir du lien social entre les différentes composantes de la société calédonienne. Il examine entre autres questions, celles relatives à l'éducation et à la formation, au logement, à la santé, à l'affirmation et l'expression des identités culturelles et artistiques, analyse les valeurs constituantes de la citoyenneté et propose des pistes pour les développer et les renforcer.

Composantes de la cohésion sociale

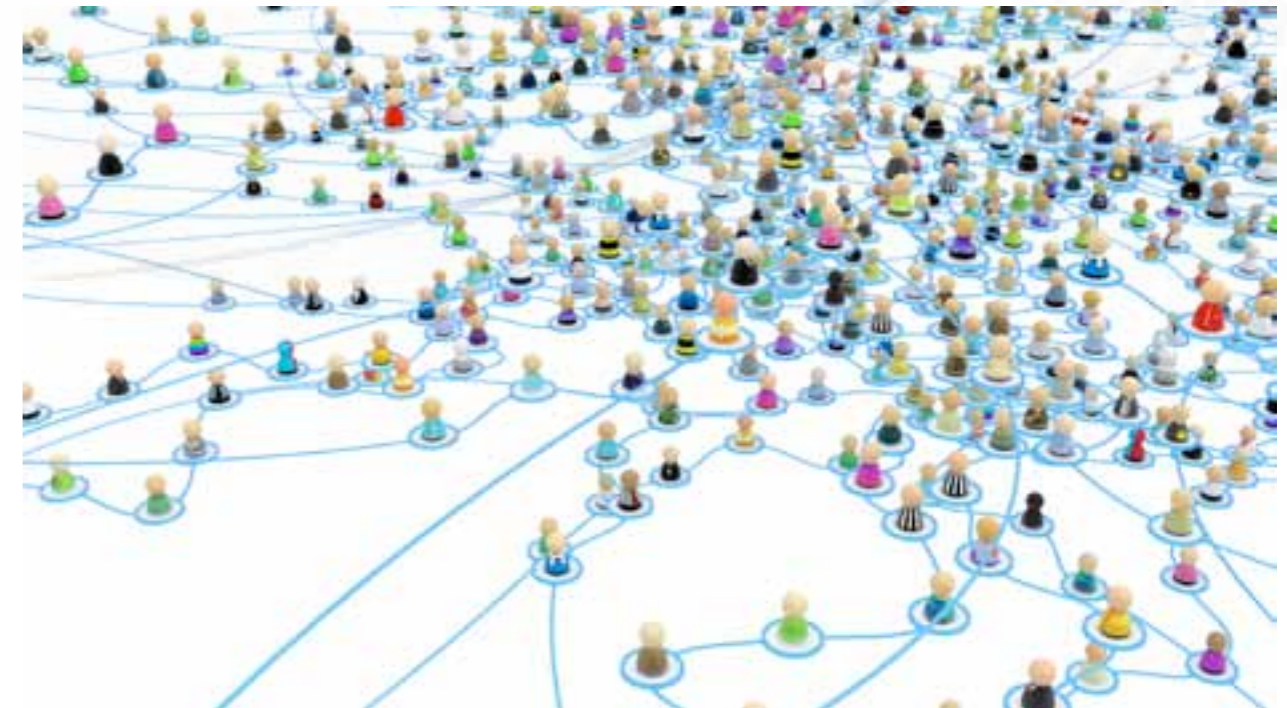
Face à ces tendances, la société calédonienne devra répondre en agissant sur différents paramètres qui sont :

- **Solidarité et égalité des chances**

- La réduction des inégalités socio-économiques
- Des politiques de solidarité à conforter
- Un lien social à renforcer
- Un accès au logement pour tous
- Un système de santé à pérenniser

- **Adéquation population-emploi**

- Un marché de l'emploi à consolider
- Des performances éducatives à améliorer
- Des compétences mieux adaptées pour construire le pays
- Une politique de l'emploi à affirmer



- **Ouverture au monde**

- Une intégration régionale à renforcer
- Une population mieux préparée à l'ouverture sur le monde

- **Développement, culture et valeurs identitaires**

- Consolider l'émergence d'une identité néo-calédonienne
- Développer les politiques culturelles
- Concilier les traditions de la culture kanak et les enjeux de la modernité

- **Gouvernance**

- Une implication des citoyens dans la vie de la cité à renforcer

LE MODULE CITOYEN

Les enjeux issus du diagnostic

La société calédonienne est actuellement confrontée à de multiples enjeux :

- **Des fruits de la croissance mieux répartis en même temps qu'une vie moins chère**

Le problème de la vie chère est l'un des principaux, sinon le principal problème des Calédoniens au quotidien. Il est indissociable de l'enjeu de réduction des inégalités, car le résoudre nécessite de mettre en oeuvre de façon cohérente, avec un dosage approprié, des actions complémentaires.

- **Des politiques de solidarité et d'égalité des chances poursuivies et confortées**

En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, la structure de la société évolue et l'accompagnement de ces évolutions constitue un enjeu. Des politiques de solidarité se mettent progressivement en place, mais les budgets sociaux sont encore modestes au regard des richesses du pays. Tout en préservant la solidarité familiale océanienne, et en évitant l'écueil de l'assistanat, il faudra trouver des solutions nouvelles, des adaptations des dispositifs visant à conforter l'égalité des chances.

- **Un accès au logement pour tous**

Chaque ménage doit pouvoir trouver un cadre de vie adéquat, favorisant ainsi l'égalité des chances. Résorber l'habitat précaire ou insalubre, diminuer les phénomènes de sur-occupation, répondre à un nombre de ménages en forte croissance d'ici 2025, nécessitent de créer les conditions d'un développement du logement, et de permettre aux familles d'y accéder dans des conditions compatibles avec leurs ressources.

- **Un système de santé pérennisé et une meilleure prévention**

Le système de santé actuel, même s'il n'est pas parfait, est considéré comme performant. Cependant, face à un coût des soins qui augmente, à une population qui croît, qui vieillit et qui a des exigences nouvelles, il faudra réussir à maintenir l'efficacité de ce système, renforcer la prévention et assurer la protection sociale de tous.

- **Un projet éducatif au service du destin commun**

L'éducation et l'amélioration de la compétence des jeunes sont des éléments primordiaux dans la construction d'un pays. La définition et la mise en oeuvre d'un projet éducatif doit permettre à chacun de trouver sa place dans la société et de participer au développement de la Nouvelle-Calédonie. Un tel projet éducatif inclut la formation et le recrutement des personnels, les dispositifs d'orientation et les programmes scolaires, qui doivent prendre en considération les réalités culturelles. Mais sont aussi visés la relation avec les familles, le soutien scolaire, les transports et l'hébergement, qui favorisent l'accès de tous au système éducatif et améliorent les conditions de la réussite scolaire. Placer le destin commun au coeur du projet éducatif renvoie enfin aux notions de respect mutuel, de civisme, de responsabilité individuelle et collective, de valeur du travail.

- **Des compétences mieux développées pour construire le pays**

Même si d'importants efforts ont déjà été faits, le niveau général de compétence doit encore progresser, par la formation et par l'expérience qui seront acquises tant sur place qu'hors du territoire. Les Calédoniens doivent être mieux préparés aux métiers d'aujourd'hui et de demain : en cohérence avec l'enjeu d'un système éducatif plus efficace, il faut que les bacheliers soient plus nombreux, de même que les diplômés de l'enseignement supérieur ; il faut également une formation professionnelle répondant mieux aux besoins de développement du pays.

LE MODULE CITOYEN

- **Une intégration régionale renforcée, une population mieux préparée à l'ouverture sur le monde**

Les échanges entre les hommes et des liens d'interdépendance entre la Nouvelle-Calédonie et les pays de la région et du monde vont continuer à se développer à un rythme soutenu confirmant l'intérêt de la poursuite de l'intégration de la Nouvelle-Calédonie aux organisations régionales. Cette intégration doit être renforcée. Les objectifs à atteindre doivent être clarifiés, en tenant compte de la position que la Nouvelle-Calédonie souhaite avoir par rapport à l'Europe. La mise en oeuvre de partenariats techniques, de formations mutualisées, de collaborations culturelles, de partenariats industriels et commerciaux peuvent servir son développement. Pour que cela soit bénéfique, la population doit être préparée à mieux appréhender ces évolutions. Il est notamment important qu'elle soit mieux formée en matière de langues étrangères et de technologies de l'information.

- **Une reconnaissance des différentes composantes de la société calédonienne, de leurs cultures et identités propres, et de l'identité commune**

Il faut poursuivre le travail commun permettant la reconnaissance des différentes communautés vivant en Nouvelle-Calédonie. L'affirmation et la mise en valeur des richesses culturelles des différentes communautés, le développement de politiques interculturelles, et l'affichage d'une culture calédonienne vis-à-vis de l'extérieur conforteront le sentiment d'appartenance à une même société, et contribueront à la construction d'une identité commune.

L'accord de Nouméa, qui a consacré la pleine reconnaissance de l'identité kanak et légitimé les autres communautés, souligne la place particulière tenue par la culture kanak dans cet équilibre, et liste en ce sens les actions à mettre en oeuvre.

- **Des relations plus harmonieuses entre culture kanak et modernité**

La communauté kanak subit d'importants bouleversements sociaux, qui nécessitent d'être accompagnés. Plus particulièrement une partie de la population kanak souhaite intégrer l'économie de marché, par le salariat ou le projet d'entreprise, et rencontre des difficultés tant du côté de son activité économique que de ses relations coutumières. Trouver une issue à ces problèmes est un enjeu pour le développement du pays. Il faut que les Kanak et leurs employeurs partagent leur vision de ces problèmes : d'une part il faut tenir compte des réalités sociales kanak dans le monde du travail ; d'autre part, il faut généraliser l'adhésion à l'idée que le développement du pays passe par le respect des réalités du monde de l'entreprise et nécessite professionnalisme et compétence.

- **Une action publique cohérente et efficace, une répartition des compétences clarifiées**

Rendre l'action publique plus cohérente et plus efficace est une condition clef du développement. Cela renvoie à un besoin de plus d'évaluation des politiques publiques, d'observatoires, de lieux de débat, de schémas concertés assurant un cadre de cohérence pour les politiques mises en oeuvre par les collectivités. Pour cela, la clarification progressive des compétences est nécessaire, en se dotant d'outils plus efficaces d'arbitrage des difficultés d'interprétation des textes.





Contact

**Gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie
Service de l'Aménagement
et de la Planification**

B. P. M2

98849 Nouméa CEDEX

Tél : 26 29 33

Fax : 26 37 01

Mél : sap@gouv.nc



Haut-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie

